



Bulletin trimestriel

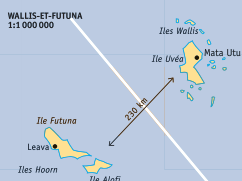
Conjoncture économique

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Monnaie fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
Total M1	217 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M2 - M1	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
Comptes sur livrets	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
Comptes d'épargne-logement	-	368	760	388	392		106,6 %
Total M2					3 778	5,4 %	16,5 %
M3 - M2					2 111	1,2 %	- 14,8 %
Dépôts					5 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 139 - 2^e trimestre 2009

Statistiques au 30 juin 2009



Wallis-et-Futuna

Sommaire

Page

Synthèse 2

- 1. La conjoncture internationale et nationale au 2ème trimestre 2009 _____ 2
- 2. La conjoncture économique de Wallis-et-Futuna _____ 4

Note méthodologique 5

Annexes Statistiques 10

- 1. Les ménages _____ 11
 - 1.1. L'évolution de la consommation des ménages _____ 11
 - 1.2. L'investissement immobilier des ménages _____ 12
 - 1.3. La vulnérabilité de la trésorerie des ménages _____ 12
- 2. Les entreprises _____ 13
 - 2.1. L'investissement des entreprises _____ 13
 - 2.2. Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises _____ 14
- 3. les indicateurs macro économiques _____ 15

1. La conjoncture internationale et nationale au 2ème trimestre 2009

Atténuation de la récession sur l'ensemble des régions du monde

Les indicateurs mondiaux tendent à montrer une décélération de la récession au cours du second trimestre 2009, grâce notamment aux importantes mesures de relance prises au niveau mondial et à l'amélioration des conditions de financement de l'économie. Si les signes d'embellie sont perceptibles sur tous les continents, des incertitudes persistent sur les conditions d'une reprise durable.

Parallèlement, les tensions inflationnistes mondiales, enregistrées à la fin du 1er trimestre 2009, ont diminué rapidement en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de l'augmentation des capacités inutilisées de production et d'effets de base négatifs provenant des hausses de prix des matières premières intervenues l'année dernière.

* * *

Les **Etats-Unis** ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de baisse de leur activité, mais cette fois l'ampleur a été nettement moindre : les premières estimations chiffrent une contraction de l'économie américaine de 1 % au deuxième trimestre 2009 après une baisse de 6,4 % au premier trimestre en rythme annualisé¹. L'atténuation de la récession provient de la contribution positive du commerce extérieur² et de la dépense publique qui a été particulièrement vigoureuse ce trimestre (+5,6 %). Toutefois, les investissements se sont à nouveau repliés et la consommation des ménages, à la différence du premier trimestre, s'est à nouveau contractée, malgré les importantes mesures de soutien à la consommation d'automobiles, pénalisant la croissance de 0,9 point. Sur le marché du travail, les destructions d'emplois se sont poursuivies mais à des rythmes deux fois inférieurs à ceux observés durant la période de novembre à avril³. Pour autant, le taux de chômage a continué de croître et s'est établi à 9,5 % en juillet. Le niveau général des prix s'est replié encore plus fortement qu'au premier trimestre (-1,4 % en juin), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie (-25,5 %). Cependant, hors prix alimentaires et énergie, le taux d'inflation était de 1,7 % en juin. Les taux d'intérêt directeurs sont restés inchangés dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le **Japon** est sorti de la récession avec une croissance positive au second trimestre 2009 à 0,9 % en rythme trimestriel, après quatre trimestres consécutifs de baisse (-3,1 % au 1er trimestre 2009). L'archipel a bénéficié des effets du plan de relance du gouvernement sur la demande interne, par le biais notamment d'aides à l'achat de véhicules propres, permettant une légère reprise de la consommation des ménages (0,8 %), mais surtout en raison de la forte hausse de l'investissement public (+8,1 %) qui est venue atténuer les effets de la chute de l'investissement des entreprises. En outre, les exportations japonaises ont de nouveau augmenté (+6,3 %, après -22,5 % au 1er trimestre) sous l'effet de la reprise de la croissance chinoise et des plans de relance d'autres pays, bénéficiant en particulier au secteur de l'électronique grand public. L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -1,8 % en juin, après -0,3 % en mars). Cependant, le nombre de chômeurs a bondi de plus de 30 % sur un an et le taux de chômage a atteint 5,2 % en mai. Dans ce contexte, la Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni**, à l'instar des Etats-Unis, a affiché une baisse de son PIB pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme beaucoup plus lent (-0,8 %, après -2,4 % au premier trimestre⁴). L'inflation a continué de ralentir et passe en dessous de la barre des 2 % (1,8 % en juin). La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,5 % et a procédé à l'achat d'actifs pour un montant de 125 milliards de livres sterling.

La **zone euro** a continué à connaître un rythme de croissance négatif mais l'ampleur de ce dernier s'est nettement atténuée au cours du second trimestre 2009, avec un repli de seulement 0,1 % (après -2,5 % au 1er trimestre 2009).

¹ Soit en rythme trimestriel un recul de 0,3 % au second trimestre, après -1,6 % au premier trimestre 2009.

² Cependant, la contribution des échanges est positive à cause de la chute des imports, et d'une moindre baisse des exports par rapport aux trimestres précédents.

³ Les pertes d'emplois étaient de -331 000 emplois en moyenne par mois de mai à juillet contre -645 000 par mois pour la période novembre à avril.

⁴ Chiffre révisé par rapport à la précédente estimation d'une contraction de 1,9 %.

Cette décélération est due aux performances satisfaisantes des deux économies principales de la zone euro, l'Allemagne et la France, qui ont toutes deux affichées une croissance de +0,3 % en rythme trimestriel. Les taux annuels d'inflation ont diminué en juin et juillet (respectivement de -0,1 et -0,7 %), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ; mais, si l'on exclut ces éléments volatils, les rythmes d'inflation demeurent orientés à la hausse (1,2 % sur un an en juillet). Sur le marché du travail, le taux de chômage des pays de la zone a continué de croître (il atteint 9,4 % de la population active en juin 2009, contre 7,5 % un an auparavant). Enfin, la BCE a laissé inchangé ses taux directeurs, le taux de l'opération principale de refinancement restant fixé à 1 %, son niveau depuis le 7 mai 2009.

La croissance du PIB trimestriel de la **France** redevient positive au second trimestre 2009 (+0,3 %) après quatre trimestres consécutifs de baisse. Ce résultat satisfaisant, inattendu après un premier trimestre en repli de 1,3 %, résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, la consommation des ménages a continué de se maintenir à un rythme positif et s'est même légèrement accélérée, sous l'effet notamment de la désinflation et des primes à la casse, et, d'autre part, le solde extérieur a contribué fortement à la croissance (+0,9 point) grâce au retour à la hausse des exportations (1 % après -7,1 % au 1er trimestre) et à un nouveau repli des importations. Le redressement de l'industrie manufacturière, et notamment le secteur automobile⁵, a permis un rebond de la production de biens et services. L'investissement des entreprises a continué d'être en repli (-1 %) mais dans une moindre mesure qu'au premier trimestre (-2,6 %) et les variations de stocks ont continué d'impacter négativement la croissance (pour -0,6 point). Cependant la hausse du chômage, qui s'est confirmée au second trimestre (avec un taux de chômage de 9,4 % en juin), devrait peser sur l'activité. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel a été négative pour les mois de mai à juillet (-0,7 % en juillet) en raison des baisses des prix des produits frais et surtout des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a évolué à la hausse (+2,2 % en juillet après 1,6 % en avril), du fait notamment de l'augmentation saisonnière du prix des services, la baisse du taux de TVA dans les cafés/restaurants n'ayant eu qu'une faible répercussion à la baisse sur les prix.

Enfin, la croissance économique dans les **économies émergentes** a évolué de façon disparate. Dans les principaux pays d'Amérique latine, la contraction de l'activité s'est poursuivie mais à des rythmes relativement faibles, tandis que certains pays d'Asie ont continué d'afficher des croissances positives. Le Mexique, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, s'est toutefois enfoncé davantage dans la récession, notamment en raison de l'effondrement de ses échanges avec les Etats-Unis, des effets négatifs de la pandémie de la grippe A sur le secteur des services et de la fermeture de plusieurs usines d'automobiles. La Chine, pour sa part, a de nouveau enregistré une hausse de son PIB (7,9 % après 6,1 % au premier trimestre en rythme annuel⁶), soutenu notamment par la forte hausse de l'investissement public dans les infrastructures. Enfin, les taux d'inflation sont restés négatifs en Chine (-1,7 % en juin en glissement annuel) et ont commencé à légèrement se détendre en Amérique latine (autour de 5 %).

⁵ Le secteur automobile français a au cours du 2nd trimestre bénéficié des mesures des plans de relance français mais également allemands (primes à la casse), contribuant ainsi au redressement de la production industrielle et des exportations.

⁶ Soit en rythme trimestriel, une croissance de 1,7 % au 2nd trimestre après 1,5 % au 1^{er} trimestre 2009.

2. La conjoncture économique de Wallis-et-Futuna

Une dégradation de l'activité qui se poursuit

La tendance observée au cours du premier trimestre 2009, à savoir un ralentissement marqué de l'économie du Territoire de Wallis-et-Futuna, se poursuit au deuxième trimestre 2009. Toutefois le redressement sensible de l'encours des crédits d'investissement des entreprises et du volume des importations de biens d'équipement témoigne d'une timide reprise de l'activité économique.

La demande des ménages enregistre un deuxième trimestre consécutif de baisse, même si l'on observe une hausse des importations de biens de consommation de 40,3 % par rapport au trimestre précédent. En revanche, les immatriculations de véhicules de tourisme affichent une baisse de moitié avec 15 unités à fin juin contre 30 unités en mars 2009. L'encours des crédits à la consommation marque le pas durant le deuxième trimestre, tandis que l'encours des crédits à l'habitat poursuit sa baisse et se replie de 8% par rapport au trimestre précédent.

Les incidents de paiement par chèque s'affichent à 632 à fin juin 2009 contre 369 un an plus tôt. Cette forte progression des incidents témoigne des difficultés financières des ménages ; par ailleurs, le nombre des personnes physiques en interdiction bancaire est de 453 contre 368 l'année précédente.

L'indice des prix progresse de 0,7 % sur le trimestre et de 0,3 % sur l'année, principalement sous l'effet du poste « Produits Alimentaires » (+1,2 %).

Les indicateurs de **l'investissement des entreprises** se redressent par rapport au premier trimestre 2009. Les importations de biens d'équipement enregistrent une augmentation de 132 % et l'encours des crédits à l'investissement affiche une hausse de 86 % par rapport à mars 2009.

Les immatriculations de véhicules utilitaires sont par contre en diminution (6 unités au deuxième trimestre après 13 au premier trimestre 2009).



Cette reprise des investissements des entreprises est confirmée par les réponses reçues dans le cadre de l'enquête de conjoncture. En revanche pour le trimestre à venir, les chefs d'entreprises restent prudents et ne prévoient pas une amélioration de l'activité économique. La consommation des ménages devrait rester peu vigoureuse dans un contexte global de ralentissement de l'économie.

Note méthodologique

L'évolution de la conjoncture est appréhendée au travers des résultats d'une enquête d'opinion menée auprès d'un échantillon représentatif de dirigeants d'entreprises et des données économiques brutes se rapportant aux différents secteurs d'activité, aux entreprises et aux ménages. Afin de faciliter la compréhension de ce document, il est utile de préciser quelques points.

Les commentaires ne font que refléter l'opinion des chefs d'entreprises interrogés et ne sauraient engager l'IEOM.

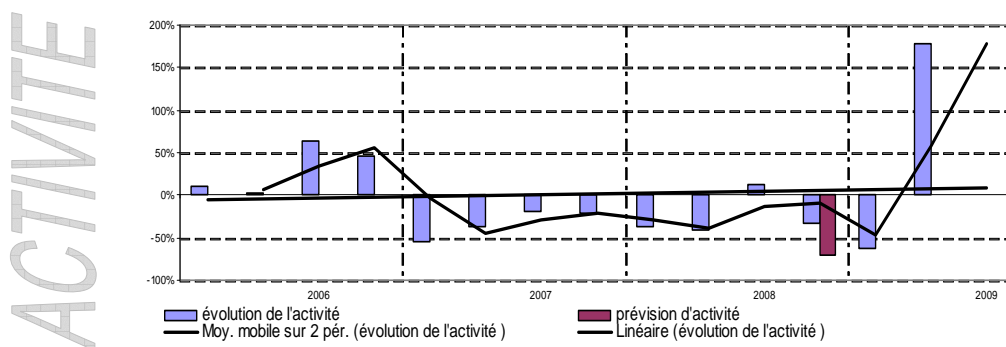
Interprétation des soldes d'opinion

Les courbes et histogrammes apparaissant dans certains graphiques retracent l'évolution des soldes d'opinion désaisonnalisés. Un solde d'opinion qui se rapporte à l'activité ou aux charges d'exploitation correspond à la différence entre le pourcentage de chefs d'entreprise qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont augmenté au cours du trimestre écoulé (réalisations) ou vont croître au cours du trimestre à venir (prévisions) et le pourcentage de ceux qui considèrent que leur activité ou leurs charges ont diminué ou vont décroître. S'agissant de la trésorerie, le mode de calcul est identique, la question posée se référant à l'amélioration, à la stabilité ou à la dégradation.

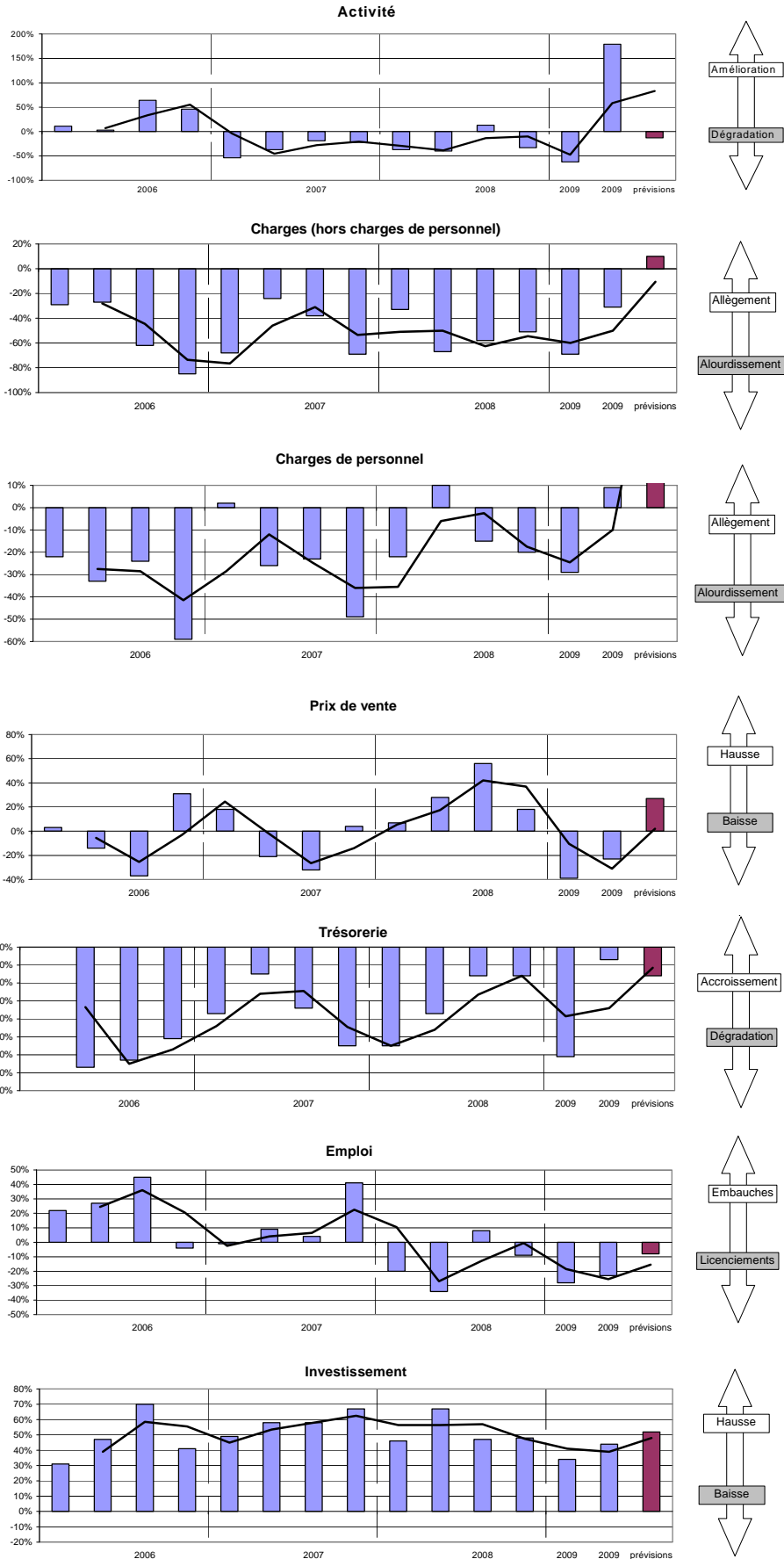
Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2008 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisés pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Au niveau de l'évolution des soldes d'opinions, les courbes et histogrammes évoluent de part et d'autre d'une ligne zéro marquant la stabilité. Ils ne traduisent pas une mesure statistique en valeur absolue ou relative des indicateurs mais une tendance, plus ou moins forte, à s'écarter ou à se rapprocher de la stabilité.

Ainsi, les courbes et les histogrammes établis évoluent de part et d'autre d'un axe des abscisses reflétant la stabilité de l'activité, des charges, de la trésorerie, etc. Les points situés au-dessus de cet axe correspondent à des opinions majoritairement favorables (celles-ci s'avèrent de plus en plus optimistes lorsque la courbe ou l'histogramme s'inscrit dans une phase croissante et inversement de moins en moins favorables lorsqu'ils se rapprochent de l'axe des abscisses). A l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe sont le reflet de réponses plutôt défavorables, de plus en plus négatives dans les phases descendantes et allant en s'atténuant lorsque la courbe ou l'histogramme se rapproche de l'axe des abscisses.



Evolution des soldes d'opinion au deuxième trimestre 2009

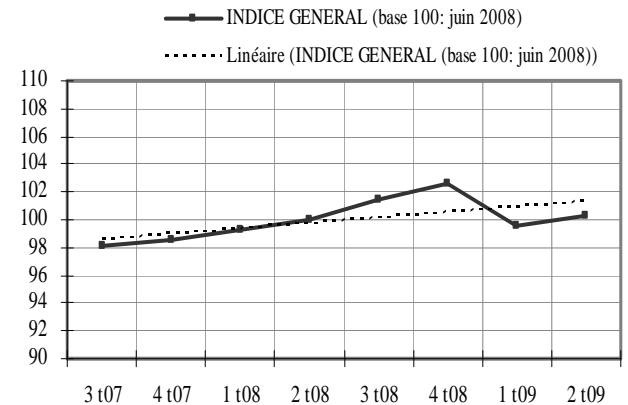


1.1. Les indicateurs macro-économiques

• Prix

Après un ralentissement sur les trois premiers mois de l'année, l'indice des prix enregistre une légère hausse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

En glissement annuel, l'indice général des prix affiche aussi une légère progression de 0,3 %, avec une disparité selon les catégories de produits : « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » +4,2 %, « ameublement, équipement ménager » +5,2 %, « hôtels, cafés et restaurants » +5,4 %, « boissons alcoolisées, tabacs » +4,1 %. A contrario une diminution est notée pour les postes « logement, eau, électricité » (-3,4 %), « transports » (-5,9 %) et « communications » (-2,1 %).



Source: STSEE

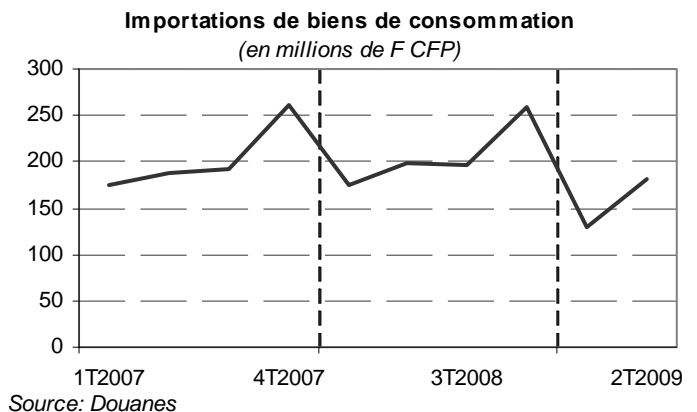
• Le commerce extérieur

Les importations du deuxième trimestre 2009 s'améliorent nettement par rapport au premier trimestre, +47,1 % en valeur à 1 284 millions de F CFP et +68,4 % en quantité à 7 015 tonnes de marchandises. Tous les produits ont participé à cette augmentation des importations, mais principalement les « biens d'équipement », « produits agricoles, sylvicoles et piscicoles » et les « biens intermédiaires ».

Cependant, en rythme annuel, les importations accusent une baisse de 15,6 % en valeur et de 19,6 % en quantité.

• La consommation des ménages

Les principaux indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont majoritairement orientés à la baisse depuis la fin de l'année 2008. A fin juin 2009, les immatriculations de véhicules de tourisme diminuent sur la période à 15 unités au 2^{ème} trimestre 2009, après 30 unités sur le trimestre précédent. Par ailleurs l'encours des crédits à la consommation fléchit aussi de 0,8 % à 995 millions de F CFP. En revanche les importations de biens de consommation enregistrent une forte augmentation (+40,3 % en valeur) par rapport au trimestre précédent.



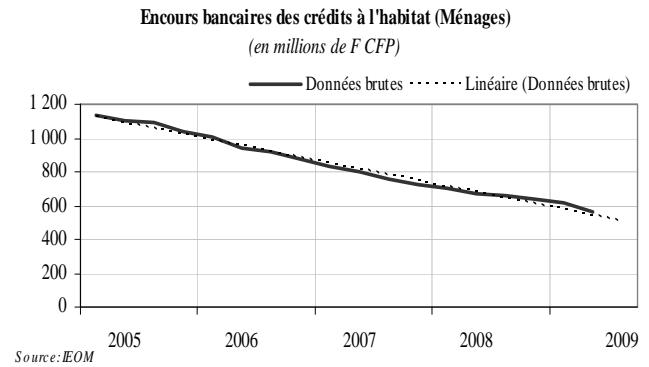
Source: Douanes

L'évolution annuelle met en évidence une baisse des importations de biens de consommation (-9,15 % en valeur) et des immatriculations qui passent de 30 à 15 unités (-57,1 %). L'encours des crédits à la consommation diminue légèrement sur la période de 1,7 %.

L'investissement immobilier des ménages

La chute de l'encours des crédits à l'habitat des ménages constatée au trimestre précédent se poursuit au second trimestre 2009 (-7,8 % sur le trimestre). Cette baisse constante est essentiellement liée à l'absence de nouvelles productions de l'AFD depuis fin 2004.

En glissement annuel, l'encours diminue de 16 %.

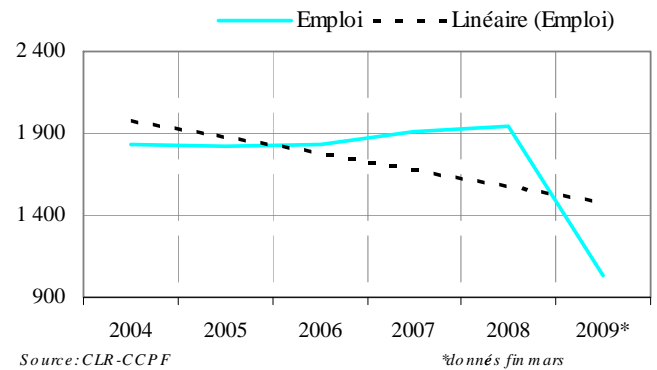


La vulnérabilité des ménages

L'accroissement de la vulnérabilité des ménages se poursuit : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire progresse de 3,2 % sur le trimestre et de 30,1 % en un an.

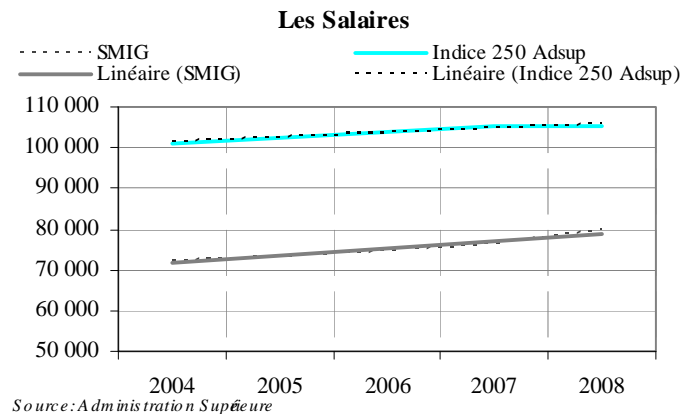
• **L'emploi**

Selon les données provisoires établies par la CLR sur la base des cotisations versées, le nombre de salariés du Territoire a baissé de 47 % pour atteindre 1034 salariés à fin mars 2009 contre 1942 fin 2008. Cette baisse doit être relativisée car les retards de cotisation auprès de la CLR l'expliquent en partie.



• **Les salaires**

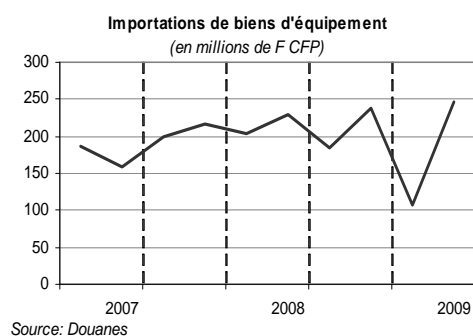
Le SMIG mensuel n'a pas été revalorisé depuis le début de l'année 2009. Il est de 79 812 F CFP. Le salaire minimum des agents permanents de l'administration territoriale est de 105 297 F CFP (indice 250) ; il n'a pas été revalorisé depuis le 1^{er} janvier 2007.



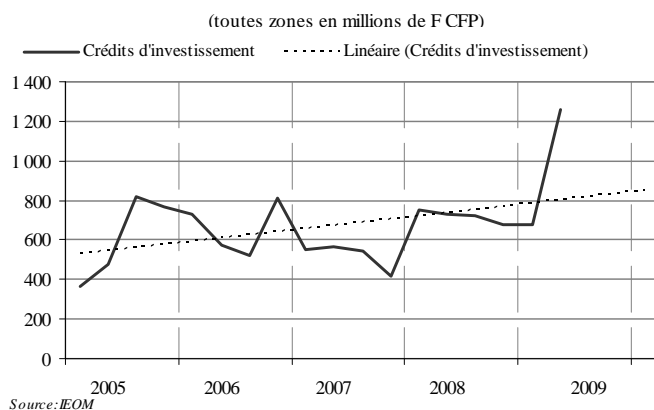
• **Les investissements des entreprises**

Les indicateurs de l'investissement des entreprises au deuxième trimestre 2009 restent contrastés : les importations de biens d'équipement affichent une hausse sur le trimestre de 131,9 %, tandis que le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires diminue de moitié pour atteindre 6 unités seulement vendues fin juin 2009.

Sur l'année les mêmes tendances sont observées, particulièrement avec une baisse de 81,8 %, des ventes de véhicules utilitaires.



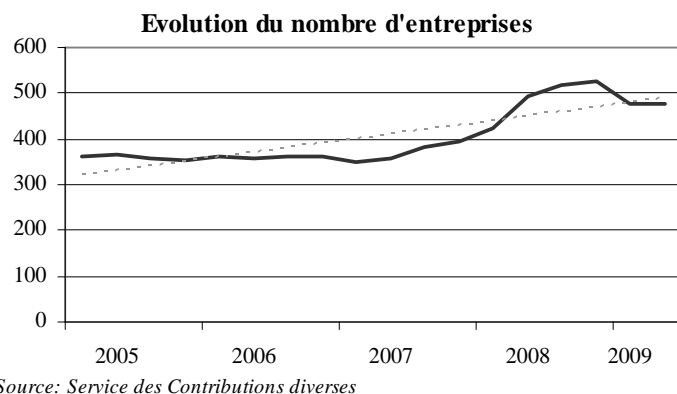
On observe une nette reprise des crédits d'investissement au cours du trimestre écoulé.



1.2. Les entreprises

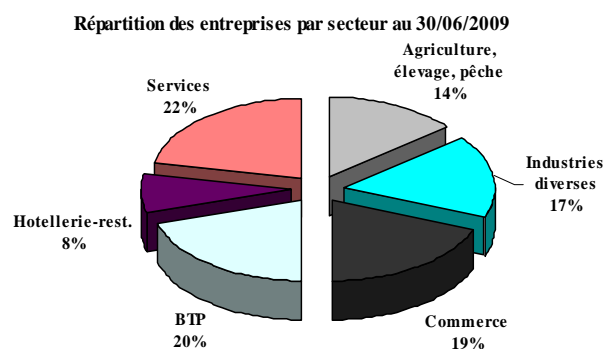
Evolution du nombre d'entreprises

Après une tendance à la hausse qui s'est poursuivie depuis l'année 2007, une inflexion a été constatée en début d'année 2009. Au 30 juin 2009, le nombre d'entreprises s'établit à 689, soit une hausse de 40 % sur un an. 6 nouvelles entreprises ont été enregistrées au cours du trimestre.



Le plus grand nombre d'entreprises se retrouve dans les secteurs du commerce (19% du total), du BTP (20%) et des services (22%).

L'évolution annuelle du nombre d'entreprises révèle, toutefois, des diminutions de 33,1 % dans le secteur du commerce et de 22 % dans celui lié à l'agriculture, élevage, pêche.

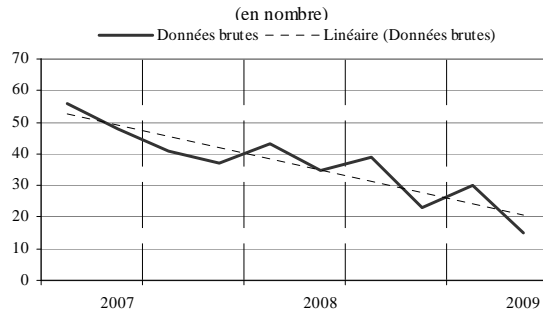


Annexes
Statistiques

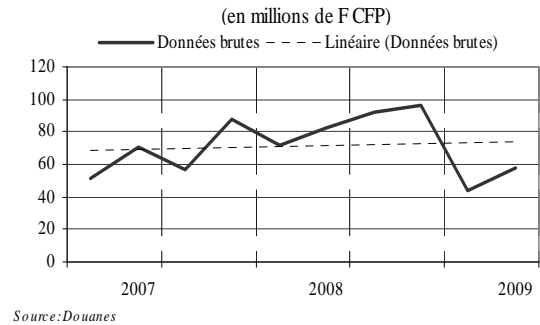
1. Les ménages

1.1. L'évolution de la consommation des ménages

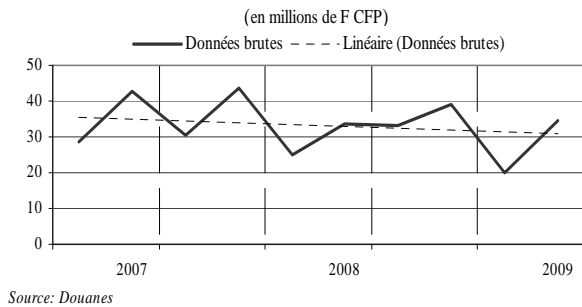
Immatriculations des véhicules de tourisme



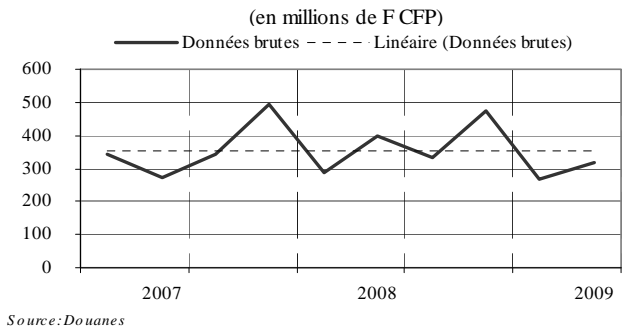
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement du foyer



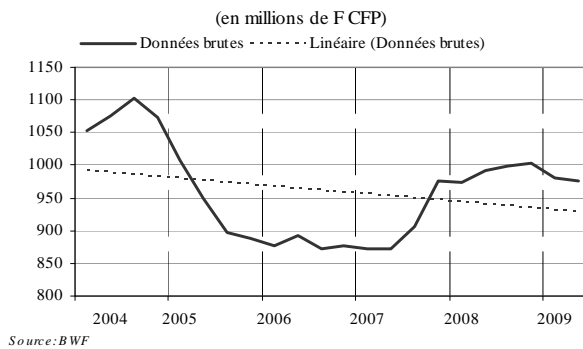
Importations d'habillement et chaussures



Importations de produits alimentaires, boissons et tabac



Encours des crédits à la consommation des ménages

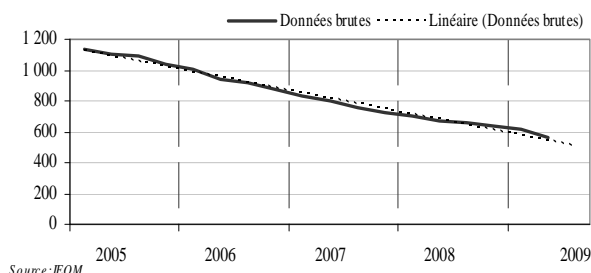


1er trim.2009 (1)	2 ^{ème} trim.2009 (2)	Varitacions [(2)-(1)] / (1)	2 ^{ème} trim. de l'année 2008	2 ^{ème} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
----------------------	-----------------------------------	--------------------------------	--	---	-----------------------------

CONSOMMATION DES MENAGES			2 ^{ème} trim. de l'année 2008	2 ^{ème} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008	
Immatriculations de voitures particulières (en nombre)	30	15	35	15	-57,1%	
Importations de meubles, art ménager, entretien ou équipement de la maison (en millions de FCFP)	44,0	57,4	82,3	57,4	-30,3%	
Importations d'articles d'habillement et chaussures (en millions de FCFP)	19,8	34,5	33,8	34,5	2,1%	
Importations de produits alimentaires, boissons, tabacs (en millions de FCFP)	269,5	316,8	398,8	316,8	-20,6%	
CONDITIONS DE FINANCEMENT			juin-08	juin-09	Varitation	
Encours bancaires des crédits à la consommation des ménages (en millions de FCFP)	mars-08 980,4	juin-09 977,1	-0,3%	juin-08 992,6	juin-09 977,1	-1,6%

1.2. L'investissement immobilier des ménages

Encours bancaires des crédits à l'habitat (Ménages)
(en millions de F CFP)



Source: IEOM

mars.2009 (1)	juin.2009 (2)	Varitacions [(2)-(1)] / (1)	juin.2008	juin.2009	Var. cumulés des années 2009/2008
---------------	---------------	--------------------------------	-----------	-----------	---

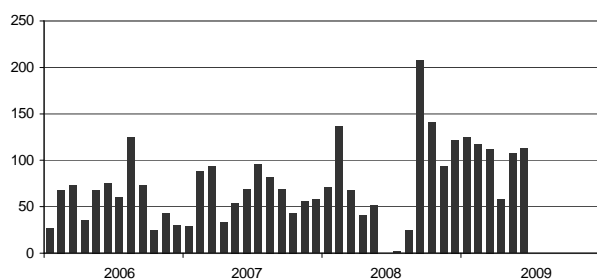
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours de crédits à l'habitat des ménages (en millions de F CFP)	613	565	-7,8%	672	565	-15,9%

Sources: IEOM

1.3. La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

Incidents de paiement sur chèques

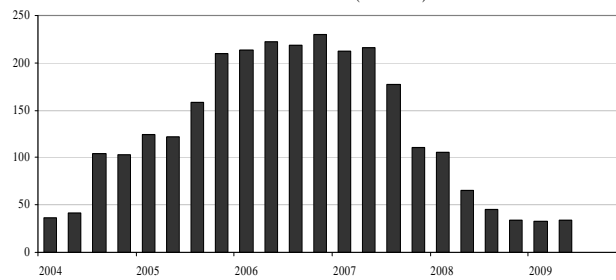
(en unité)



Source: IEOM

Retraits de cartes bancaires

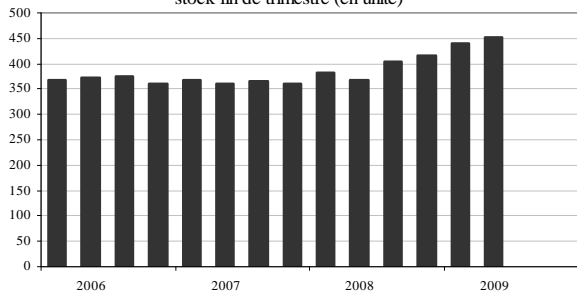
stock en fin de trimestre (en nombre)



Source: IEOM

Personnes physiques en interdits bancaires

stock fin de trimestre (en unité)



Source: IEOM

1er trim.2009 (1)	2 ^{ème} trim.2009 (2)	Varitacions [(2)-(1)] / (1)	2 ^{ème} trim. de l'année 2008	2 ^{ème} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
----------------------	-----------------------------------	--------------------------------	---	---	-----------------------------

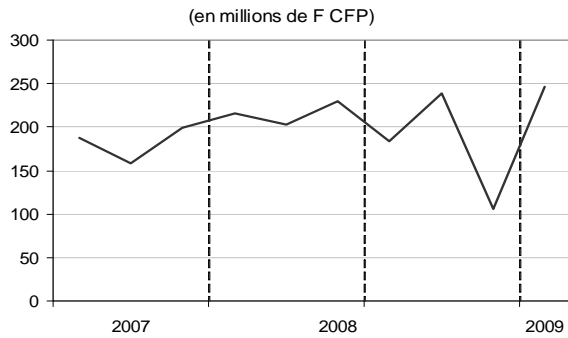
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Retraits de cartes bancaires (stock fin de trimestre)	33	34	3,0%	65	34	-47,7%
Incidents de paiement sur chèques (cumul)	354	278	-21,5%	93	278	198,9%
	mars-08	juin-09	Variation	juin-08	juin-09	Variation
Personnes physiques en interdiction bancaire (stock)	439	453	3,2%	368	453	23,1%

Source: IEOM

2. Les entreprises

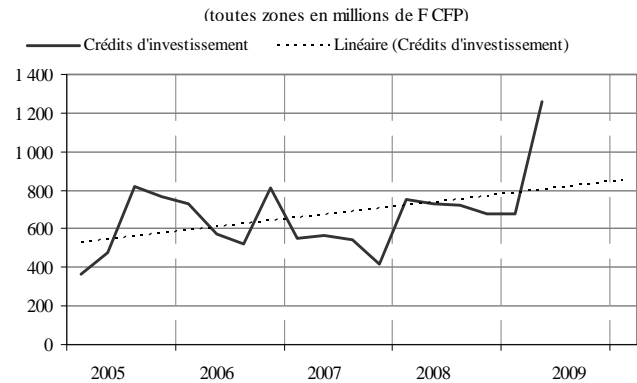
2.1. L'investissement des entreprises

Importations de biens d'équipement



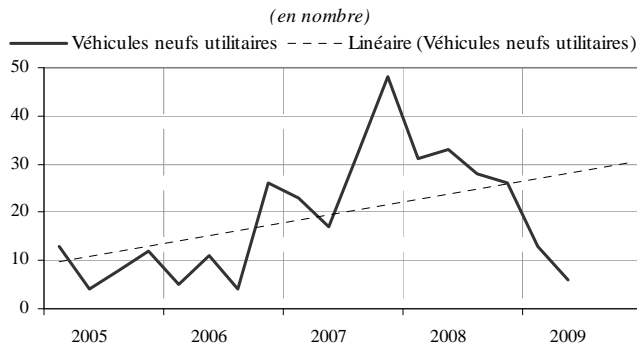
Source : Douanes

Encours des crédits d'investissement



Source: IEOM

Immatriculations de véhicules utilitaires



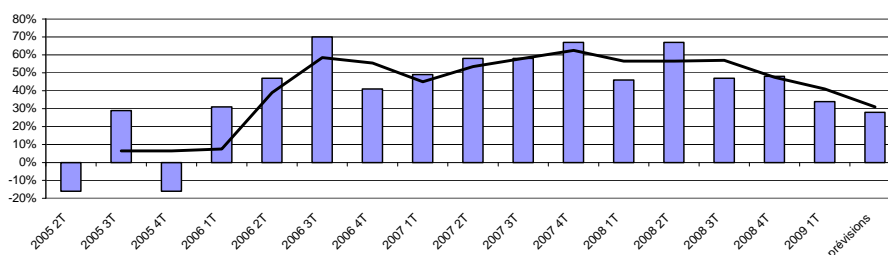
Source: Service des contributions diverses

1er trim.2009 (1)	2 ^{ème} trim.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)	2 ^{ème} trim. de l'année 2008	2 ^{ème} trim. de l'année 2009	Var. des trim. 2009/2008
----------------------	-----------------------------------	-------------------------------	---	---	-----------------------------

INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES						
Importations de biens d'équipement (en millions de F CFP)	106,2	246,4	132,0%	230,2	7,0%	
Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (en nombre)	13	6	-53,8%	33	-81,8%	
CONDITIONS DE FINANCEMENT	mars-09	juin-09	Varitation	juin-08	juin-09	Varitation
Encours des crédits d'investissement des entreprises (en millions de F CFP) (toutes zones d'émission confondues)	676	1 257	85,9%	733	1 257	71,5%

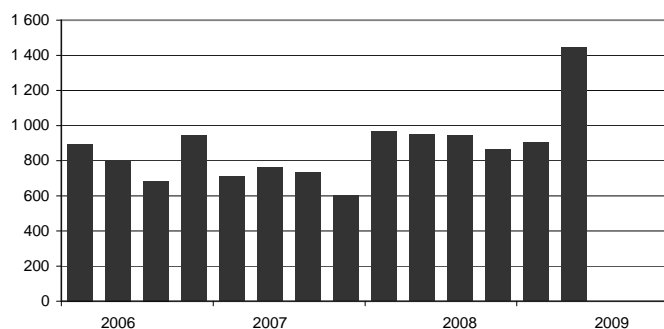
Sources: Douanes, Contributions diverses, IEOM

l'investissement



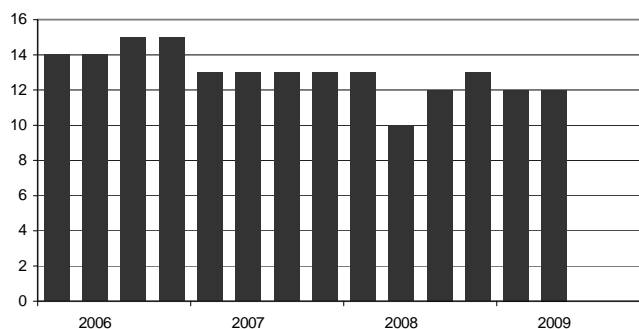
2.2. Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité des entreprises

Encours bancaire des crédits des entreprises
(en millions de F. CFP)



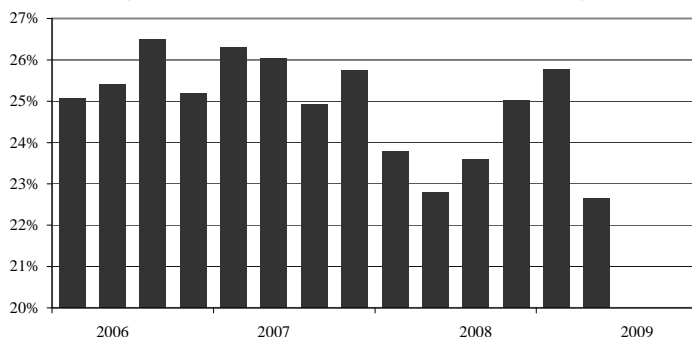
Source: IEOM

Personnes morales interdites bancaires
(en nombre)



Source: FCC

Tous secteurs confondus
(Ratio créances douteuses brutes/total crédits en %)



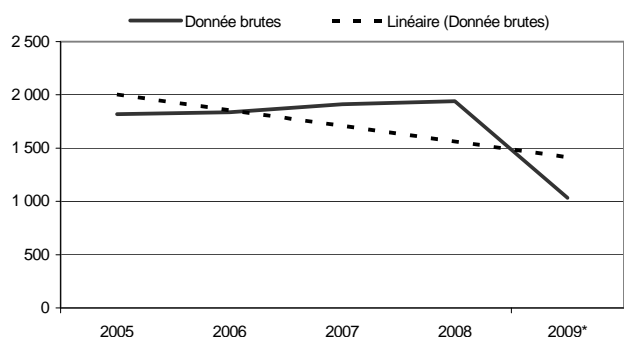
Source: IEOM

	mars.2009 (1)	juin.2009 (2)	Variations [(2)-(1)] / (1)	juin.2008	juin.2009	Variations
INDICATEURS DE VULNERABILITE						
Ratio créances douteuses brutes/total des crédits (en%)	25,8%	22,7%	-3,1pt	22,8%	22,7%	-0,4%
Personnes morale en intediction bancaire (stock)	12	12	0,0%	10	12	20,0%
CONDITIONS DE FINANCEMENT						
Encours des crédits des entreprises (en millions de F CFP)	903	1 444	59,9%	950	1 444	52,0%

Source: IEOM

3. les indicateurs macro économiques

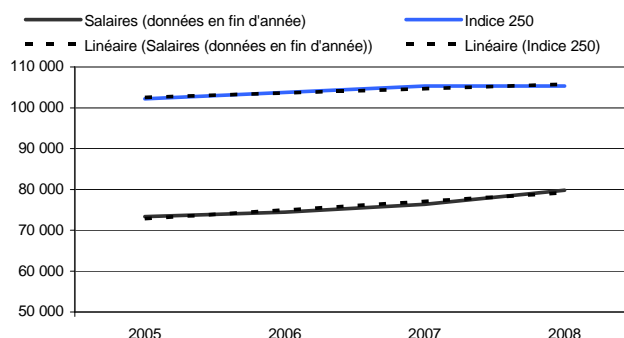
L'Emploi⁷



Source: CLR-CCPF

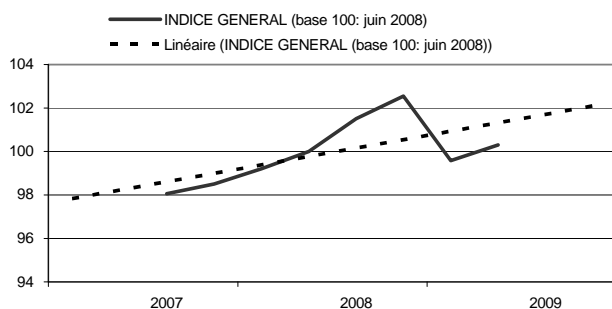
* Données fin mars

Les Salaires (en F CFP)



Source: Administration Supérieure

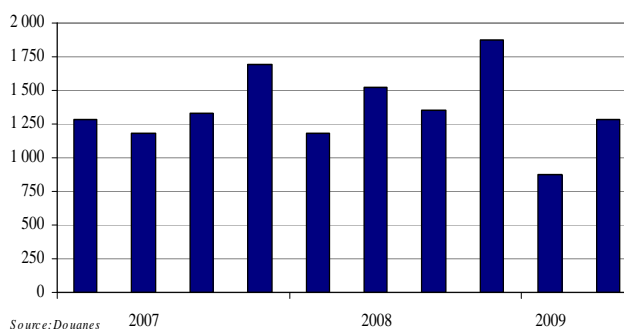
Indice des prix à la consommation⁸



Source: STSEE

Importations

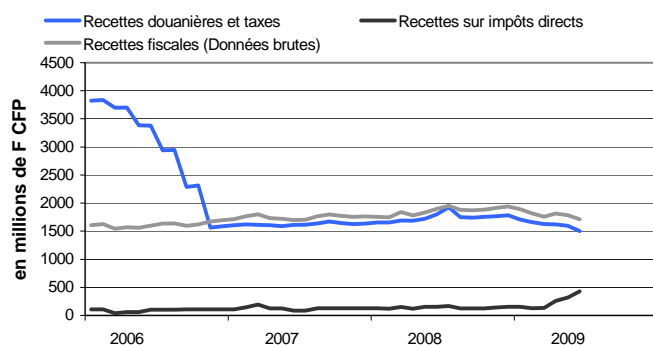
(en millions de F CFP)



Source: Douanes

Recettes fiscales

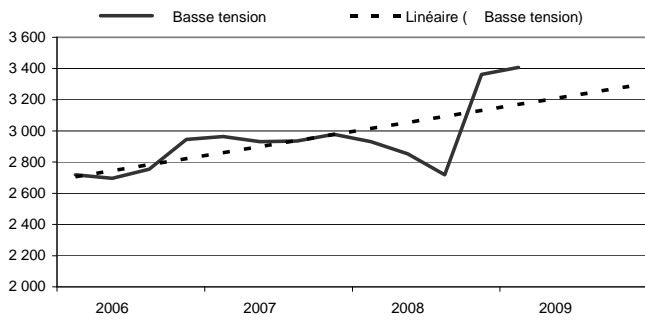
(en cumul glissant sur douze mois)



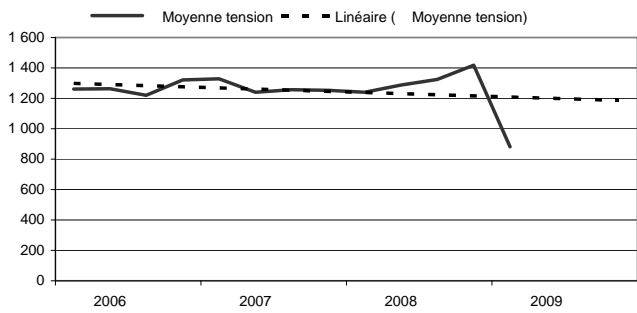
⁷ La CLR-CCPF a adopté une nouvelle classification de l'emploi en 2008. Les emplois du secteur semi-public ont été ventilés vers le secteur « Divers » ou vers la rubrique « Services » du secteur privé.

⁸ Le nouvel indice, base 100 juin 2008, du Service Territorial de Statistique et des Etudes Economiques, est fondé sur les résultats de l'enquête budget des familles, réalisée en 2006.

Ventes d'électricité basse tension
(en milliers de kWh)



Ventes d'électricité moyenne tension
(en milliers de kWh)



1 ^{er} trim.2009 (1)	2 ^{ème} trim.2008 (2)	Variation (2)-(1)/(1)
----------------------------------	-----------------------------------	--------------------------

PRIX (Source: STSEE)			
Indice des prix à la consommation (base100: juin 2008)	99,58	100,3	0,7%

2008	2009	Variation
------	------	-----------

L'EMPLOI (Source: CLR-CCPF)		fin mars	
Effectifs salariés inscrits à la CLR	2 740	1 398	-49,0%

janv-06	janv-06	janv-07
---------	---------	---------

janv-08	sept-08
---------	---------

LE SALAIRE MINIMUM GARANTI (Source: Administration Supérieure)			
Salaire horaire minimum garanti (en F CFP)	440,7	440,7	451,7

460,7	472,3
-------	-------

1 ^{er} trim.2009 (1)	2 ^{ème} trim.2008 (2)	Variation (2)-(1)/(1)
----------------------------------	-----------------------------------	--------------------------

2 ^{ème} trim. de l'année 2008	2 ^{ème} trim. de l'année 2009	Variations annuelles 2009/2008
---	---	--------------------------------------

COMMERCE EXTERIEUR (Source: Douanes)			
Importations			
En valeur (en millions de F CFP)	873,0	1 284,1	47,1%
En volume (en tonnes)	4 165,0	7 015,2	68,4%
Exportations			
En valeur (en millions de F CFP)	-	-	-
En volume (en tonnes)	-	-	-
Taux de couverture des importations par les exportations en valeur	-	-	-

1 521,0	1 284,1	-15,6%
8 731,0	7 015,2	-19,7%
-	-	-
-	-	-
-	-	-

RECETTES FISCALES			
Total (en millions de F CFP)	363,3	374,5	3,1%
Recettes douanières et taxes (en millions de F CFP)	278,4	351,2	26,1%
Recettes sur Impôts directs (en millions de F CFP)	84,9	23,3	-72,6%

513,2	374,5	-27,0%
475,3	351,2	-26,1%
37,9	23,3	-38,5%

ENERGIE (Source: EEFW)	déc-08	mars-09	
Electricité produite (en milliers de kWh)	5 334,0	5 322,4	-0,2%
Ventes d'électricité (en milliers de kWh)	4 781,0	4 287,0	-10,3%

mars-08	mars-09	
4 944	5 322	7,7%
4 171	4 287	2,8%

Publication gratuite : 50 tirages

Directeur de publication :
M. Yves BARROUX

Responsable de la rédaction :
M. Raymond COFFRE

Editeur:
IEOM - Etablissement Public
BP G5 Mata'Utu
98600 UVEA
Territoire des îles Wallis et Futuna

Tel : 72 25 05
Fax : 72 20 03
Mail : agence@ieomwf.fr

Achévé d'imprimé le 17 septembre 2009
Dépôt légal : 09/2009 n° ISSN 0296-3108